

# 41 milliards de dollars, le chiffre magique qui a permis à l'Otan de convaincre Donald Trump

Otan Le président américain confirme après le sommet de Bruxelles: "Je crois en l'Otan."

Les Etats-Unis ont confirmé leur "engagement fort" dans l'Otan à la fin d'un sommet de deux jours à Bruxelles qui a vu Donald Trump négocier âprement une hausse des budgets militaires.

Après avoir mené une attaque frontale mercredi contre l'Allemagne, le président américain est revenu à l'offensive jeudi au cours d'une réunion qui avait trait à la situation en Ukraine. Il a fallu convier les chefs d'Etat et de gouvernement, plus leur ministre de référence, à une réunion spéciale dite "1 + 1", pour débloquer l'affaire. Une petite heure de "parler vrai", selon Charles Michel pour convaincre le président Trump que les Européens sont bien en train d'augmenter leurs dépenses militaires et un chiffre magique: 41 milliards.

Ces 41 milliards de dollars sont les dépenses militaires engagées par les pays européens et le Canada depuis que M. Trump est entré en fonction à la Maison-Blanche en janvier 2017.

## Les Etats membres au rapport

Durant la réunion en restreinte, Donald Trump s'est saisi des fiches nationales du secrétaire général de l'Alliance, Jens Stoltenberg, et a interrogé tous les alliés sur leurs dépenses militaires, un par un, a indiqué Didier Reynders, lequel participait à la réunion. Les 41 milliards ne comprennent qu'une infime fraction de dépenses par la Belgique, le gouvernement étant encore en train de finaliser d'importants investissements (F-16, blindés, navires, drones).

L'Otan avait déjà communiqué sur les investissements des alliés depuis leur promesse en 2014 de consacrer 2% de leur PIB aux dépenses militaires d'ici à 2024. Mais la discussion concrète avec Trump, très attentif à son opinion publique, a permis de personnaliser l'emballage. Il était important

pour lui de prendre ses marques par rapport à ses prédécesseurs, dont Barack Obama qu'il ne manque jamais d'égratigner.

"Il veut un rééquilibrage des dépenses entre Américains et Européens. Le tout est de voir dans quels délais", analyse Didier Reynders. Quinze pays seront cette année en dessous de 1,5%, dont l'Allemagne, les Pays-Bas, le Canada, l'Espagne, l'Italie et la Belgique.

## Le happy end qui satisfait les Etats-Unis

Peu après midi, le président américain a finalement pris la direction de la salle de presse pour déclarer sa satisfaction de voir les alliés mettre la main à la poche. "Hier, j'étais extrêmement mécontent mais, maintenant, nous avons une Otan plus forte qu'il y a deux jours, s'est félicité Donald Trump. L'Otan aide l'Europe plus qu'elle nous aide. Mais c'est bon pour nous aussi."

"L'engagement des Etats-Unis dans l'Otan reste très fort", a-t-il précisé. "J'aurais pu utiliser la menace (de quitter l'Otan) mais cela n'a pas été nécessaire", a-t-il répondu à un journaliste qui l'interrogeait sur une rumeur.

Le candidat qui présentait l'Otan comme une organisation "obsolète" durant sa campagne électorale est devenu un président qui, dit-il, vantera à Vladimir Poutine, qu'il rencontre lundi à Helsinki, "la grande unité, le grand état d'esprit, l'esprit de corps" de l'Alliance née en 1949. Son tête-à-tête sera l'occasion de dialoguer avec le président russe. "Nous sommes des compétiteurs. Il représente la Russie, je représente les Etats-Unis. Il n'est pas mon ennemi. Peut-être qu'avec le temps, il deviendra mon ami."

A l'issue du sommet, l'Otan s'est donc affichée en ordre de marche pour affronter "l'environnement de sécurité dangereux, imprévisible et fluctuant" dans lequel, selon son communiqué final, elle se trouve. Elle cite "les actions agressives de la Russie", l'"instabilité et les crises qui perdurent à travers le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord", sources de terrorisme et de migration irrégulière, la guerre en Syrie, les "campagnes de désinformation", sans

oublier la prolifération des armes de destruction massive. Si la Russie est accusée de remettre en cause “*les principes fondamentaux de l’architecture de sécurité tant mondiale qu’euro-atlantique*”, la plupart des alliés encouragent le dialogue avec Poutine dans l’espoir d’une désescalade.

Christophe Lamfalussy

# Freiner la migration, oui, mais comment ?

Union européenne Sur cette question, les ministres de l’Intérieur ne sont pas d’accord.

Le ministre autrichien d’extrême droite (FPÖ), Herbert Kickl, a convié ses collègues européens de l’Intérieur, jeudi à Innsbruck, pour un Conseil informel dont le mot-clef devait être “*sécurité*” bien plus qu’humanité. L’Autrichien a quelques idées radicales dans sa besace, notamment la création de plates-formes de retour, où les migrants déboutés du droit d’asile seraient parqués en attendant d’être – potentiellement – renvoyés vers leur pays d’origine. Mais, si les ministres européens se sont montrés d’accord pour réduire encore les arrivées de migrants, ils ne l’ont pas été sur les méthodes prônées par Vienne.

Herbert Kickl, ancienne plume de Jorg Haider, est celui qui avait suscité la polémique il y a quelque temps en proposant de “*concentrer*” les demandeurs d’asile – une référence aux camps nazis qui lui a valu les remontrances du président Alexander Van der Bellen et les appels à la démission de l’opposition sociale-démocrate. C’est lui qui préside pour six mois les réunions du Conseil des ministres européens de l’Intérieur, où l’on retrouve quelques forts en gueule, comme l’Italien Matteo Salvini, l’Allemand Horst Seehofer ou, pour les questions migratoires, le Belge Theo Francken (auquel Charles Michel avait supposément repris le dossier).

A l’entame de la réunion, le commissaire européen à la Migration, Dimitris Avramopoulos, a dès lors jugé bon de rappeler que la thématique devait être abordée avec humanité. “*Une de nos priorités est de sauver des vies et de traiter les gens dans la dignité. La Commission est claire : nous devons nous en tenir aux valeurs de l’Union, et au respect de la convention de Genève sur les réfugiés.*”

Mais, sur sa lancée, Herbert Kickl aimerait que les demandes d’asile soient évaluées hors du territoire européen, dans des centres situés dans des pays tiers. L’idée de mettre en place, dans le Nord de l’Afrique, des plates-formes de débarquement des migrants secourus en Méditerranée constitue un pas en ce sens. Mais les Etats de l’Union sont divisés sur la faisabilité, la légalité et la définition même de ces plates-formes que plusieurs pays (comme le Maroc et la Tunisie) ont déjà exclu d’accueillir.

En attendant, Matteo Salvini, qui a interdit jeudi à quiconque de débarquer du navire des garde-côtes “*Diciotti*”, continue à refuser l’accès des ports italiens aux ONG portant secours en Méditerranée. Or, plus de 600 migrants, dont des bébés et de jeunes enfants, s’y sont noyés ces quatre dernières semaines, ont indiqué jeudi Médecins sans frontières et SOS Méditerranée, pointant un doigt accusateur vers l’Europe. “*Ces tragédies se sont produites car il n’y avait plus de bateaux de sauvetage d’organisations non gouvernementales actives en Méditerranée centrale.*”

S.Vt. (avec AFP)